



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Claire JABADO, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Rabii YOUSSEUS.

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Rénovation thermique de copropriétés dans le cadre du projet EcoCité - Modification du programme technique - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Le Plan Climat Energie Territorial, devenu Plan Climat Air Energie approuvé par Montpellier Méditerranée Métropole inclut un axe phare en faveur de la rénovation thermique des logements, et en particulier les copropriétés privées des Trente Glorieuses.

C'est pourquoi la Métropole a répondu à un appel à projets « ECOCITE Ville de Demain » relatif aux opérations de rénovation énergétique. Cette candidature a été approuvée par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2014. Il s'agit d'un tremplin pour initier les premières opérations de rénovation thermique de copropriétés privées sur la Métropole avec un objectif ambitieux en termes de performances énergétiques, les bouquets de travaux retenus devant atteindre le niveau « BBC Rénovation ».

A l'issue de l'examen de la candidature de la Métropole, le Premier Ministre a annoncé, par courrier en date du 27 juillet 2015, l'attribution d'une participation du Programme Investissement d'Avenir (PIA) à hauteur de 6 082 585 € pour la rénovation thermique de copropriétés. Cette subvention inclut des subventions d'investissement et d'ingénierie afin de réaliser les études complémentaires pour préparer les votes de travaux. Ces financements ont été contractualisés dans une convention « Rénovation énergétique » signée le 7 juin 2016, entre la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM (Société d'Equiptement de la Région Montpelliéraine).

Une seconde convention, dite « Convention locale », a été signée le 13 septembre 2016 et intègre de nouvelles actions permettant de prolonger la première vague de rénovation thermique en copropriété.

De plus, par délibération n°13258 du 30 septembre 2015, la Métropole a confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) le soin de faire réaliser les études complémentaires nécessaires à la préparation des votes de travaux en Assemblées Générales dans le cadre d'un mandat d'études d'une durée de 36 mois.

Aujourd'hui, des modifications sont à apporter aux programmes initialement proposés du fait des évolutions de contexte et pour actualiser la liste des copropriétés concernées. Ces changements ont fait l'objet de demandes approuvées par les Comités Opérationnels de Financements du 15 septembre 2017 et du 19 février 2018, ainsi que par le Comité de pilotage national du PIA du 26 septembre 2017.

Ces modifications permettent de valoriser pleinement les financements acquis qui restent inchangés.

De plus, l'octroi des subventions « EcoCité Ville de Demain » est conditionné par l'instrumentation des logements et l'analyse des performances énergétiques post-travaux grâce aux résultats des mesures réalisées. Un financement complémentaire du PIA de 140 033 € a été accordé pour ces actions qui seront ainsi subventionnées à hauteur de 50% du montant TTC des prestations d'études. Une première partie de cette subvention (56 904 €), est destinée à Montpellier Méditerranée Métropole, qui finance la partie complémentaire dans le cadre du mandat d'étude confié à la SA3M. Un avenant à ce sujet a en effet été approuvé par la décision n°D2017-898 en date du 6 décembre 2017. La seconde partie de la subvention, s'élevant à 83 129 €, sera versée à la SERM, agissant en qualité d'intermédiaire des copropriétés. Ces dernières prendront à leur charge le complément.

Ces évolutions doivent être contractualisées par des lettres avenants.

Enfin, la convention « Rénovation énergétique » de juin 2016 prévoit que chaque action financée fasse l'objet d'une convention d'application conclue entre l'intermédiaire percevant le financement du PIA et les copropriétés bénéficiaires. Ces conventions d'application doivent notamment indiquer les modalités de reversement de la subvention. Or, certaines actions sont sans reste à charge pour les copropriétaires, Montpellier Méditerranée Métropole apportant le financement complémentaire aux subventions du PIA.

Aussi, par simplicité et puisque les copropriétés n'interviennent pas financièrement dans ces actions, il est proposé de rattacher celles-ci à la « Convention locale » de septembre 2016 qui n'impose pas la signature de conventions d'application.

En conséquence, il est proposé au Conseil de :

- approuver les modifications proposées quant au programme technique,
- dire que les crédits sont inscrits au budget, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les trois lettres avenants, l'avenant à la convention « rénovation énergétique » ainsi que tout document relatif à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30774-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.